

L'année de crise 1932

Autor(en): **Weber, Max**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **25 (1933)**

Heft 2

PDF erstellt am: **17.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-383890>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

25^{me} année

Février 1933

N° 2

L'année de crise 1932.

Par Max Weber.

Que faut-il comprendre par le mot crise? A quoi la reconnaissons-nous et comment pouvons-nous juger de son intensité? Il est nécessaire de poser ces questions dès que l'on entame ce sujet. Car c'est suivant les points de vue desquels on juge la crise que l'on parviendra à des conclusions toutes différentes en ce qui concerne le cours qu'elle va suivre, son aggravation, son recul éventuel.

Au point de vue de la classe ouvrière, c'est avant tout le *chômage* qui est déterminant pour l'étendue de la crise. Celui qui détient des marchandises, le commerçant prendra peut-être le *mouvement des prix* comme mesure, le capitaliste, l'évaluation des valeurs. Cependant, les mouvements du chômage, des prix des marchandises et des courbes des actions suivent une ligne à peu près parallèle, mais avec des modifications temporaires. Ce sont les bourses des valeurs qui donnent le signal, les bourses des marchandises suivent, et pour finir c'est le marché du travail qui se modifie. Il en fut ainsi lors de crises précédentes, il en a été ainsi au début de celle que nous traversons actuellement, c'est pourquoi, naturellement sous toute réserve, il est permis de tirer des conclusions du cours suivi par les courbes en question, sur ce que sera la formation future de la situation économique.

Le banquier et le spéculateur des bourses diront que 1932 a tout à fait donné l'impression que la crise va cesser. Car c'est en mai et juin, lors du krach Kreuger, que furent notés les cours les plus bas et c'est à ce moment-là que la crise du crédit a atteint son point culminant. Depuis, il s'est plus ou moins produit une détente aussi bien dans le crédit international que national et la situation est envisagée avec beaucoup moins de pessimisme qu'il y a une année. Les marchés des marchandises n'en sont pas encore aussi loin. Les attaques de la spéculation des baisses ont cependant sensiblement diminué ces derniers temps. On a même tenté très souvent de provoquer une hausse. Mais, il ne faut pas

s'attendre à un mouvement ascendant général des prix des marchandises avant que la consommation n'augmente. Car bien que la production soit fortement limitée, il reste encore d'importantes réserves de matières premières qui ne disparaîtront que lorsque la situation s'améliorera. Le commerçant ne s'apercevra pas encore de la fin de la crise, cependant il aura fondé des espoirs sur le ralentissement de la chute des prix.

La production et le marché du travail sont encore en plein dans la crise, c'est pourquoi la situation ainsi que les prévisions offrent bien peu d'espoir à l'ouvrier. Le fait que le nombre des chômeurs du monde entier, qui se chiffrent par millions, n'ait pas augmenté en 1932 dans la même mesure qu'en 1931, est une bien mince consolation; car finalement à partir d'un certain moment il n'y a plus moyen que la crise s'aggrave encore. Il y a des limites maximum du chômage, qui même dans l'économie développée dans le capitalisme ne peuvent être dépassées si l'on ne veut pas anéantir les populations. Dans plusieurs pays, ces limites sont à peu près atteintes, et l'espoir que l'armée de 30 à 35 millions de chômeurs n'augmentera plus, n'est pas tout à fait dénué de fondement. Nous reviendrons à la fin de l'article sur la question de savoir comment on parviendra à faire diminuer ces chiffres fabuleux.

La Suisse a pris une attitude spéciale dès le début de la crise. Toutes les phases de la crise ont eu leur répercussion chez nous une année après la plupart des autres pays industriels importants. Aussi bien les premiers symptômes de la crise (1930), l'aggravation de la crise et son extension aux industries indigènes (fait qui caractérise l'année 1932), sont-ils semblables aux phénomènes qui se sont produits à l'étranger.

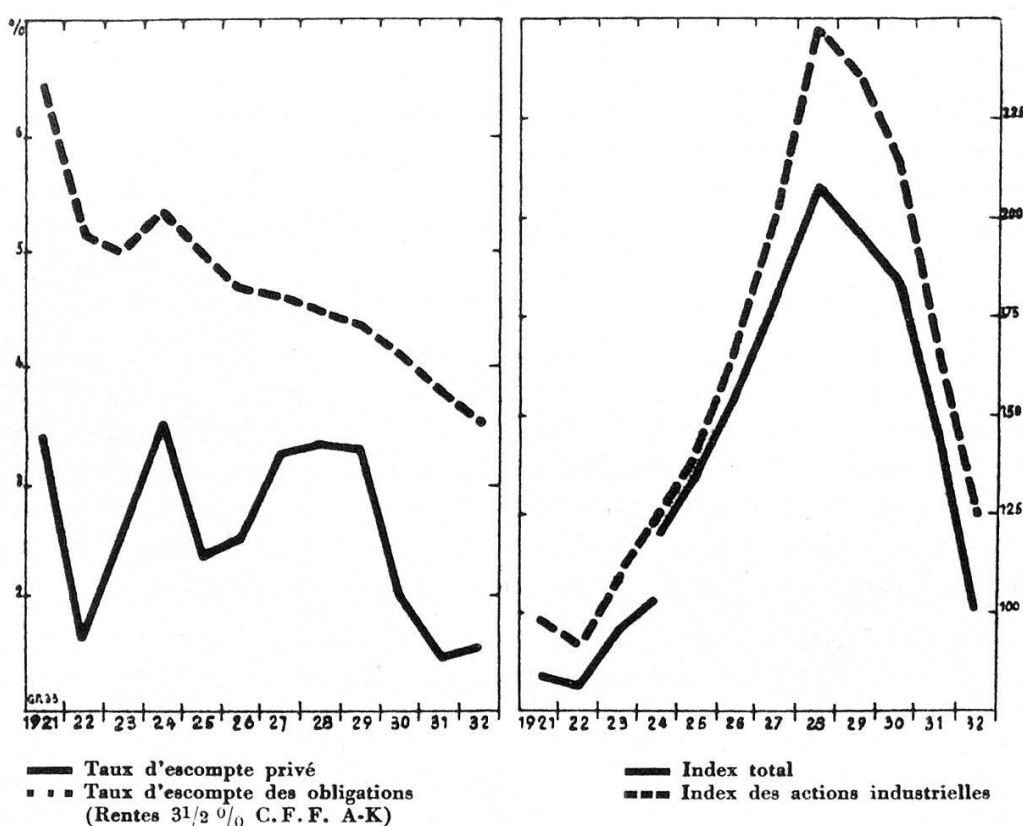
Comme d'habitude, nous publions les chiffres économiques les plus importants et qui concernent toute l'année, c'est-à-dire pour la moyenne annuelle. A ce propos il conviendra de tenir compte que les oscillations mensuelles sont quelque peu équilibrées et les mouvements quelque peu atténués. On trouvera les chiffres mensuels dans le rapport trimestriel sur la conjoncture; le rapport sur le dernier trimestre figure dans le présent numéro.

	Taux d'escompte privé en pour-cent	Rentes Oblig. 31/3 0/0 C.F.F. A-K		Taux d'escompte privé en pour-cent	Rentes Oblig. 31/3 0/0 C.F.F. A-K
1921	3,39	6,46	1927	3,27	4,61
1922	1,68	5,11	1928	3,33	4,43
1923	2,63	4,99	1929	3,31	4,38
1924	3,54	5,35	1930	2,01	4,07
1925	2,27	4,96	1931	1,44	3,78
1926	2,52	4,67	1932	1,52	3,61

Il y a eu beaucoup de liquidité sur le marché du capital au cours de l'année passée, du fait que l'industrie n'a eu que très peu besoin de capital d'exploitation et parce que comme toujours le capital étranger a choisi la Suisse comme lieu de refuge. Le taux

d'intérêt de la Banque nationale pour les crédits sur les effets de change (taux d'escompte officiel) a été maintenu inchangé à 2 %. Le taux d'escompte privé appliqué par la banque commerciale n'est pas descendu en dessous de ce qu'il était l'année précédente, pour la seule raison que les banques ont convenu de ne pas dépasser 1,5 %. Le capital à long terme a été également facile à obtenir toute l'année, du moins pour les capitaux de placements sûrs, au point que les cours des bons papiers ont subi une surévaluation et que le rendement a diminué en proportion (3½ % emprunt des C. F. F., série A. K. à 3,6 %). C'est ainsi que la Confédération et les cantons ont également pu couvrir leurs besoins en nouveaux fonds à 3¾ % environ.

Taux d'escompte privé. Taux d'escompte des obligations. Cours des actions 1921/32.



Il y a eu moins d'émissions qu'en 1931. Les emprunts suisses en obligations ont mis le marché du capital à contribution pour 321 millions de francs, soit exactement de 2 millions de moins que l'année précédente. Les sociétés anonymes qui ont augmenté leur capital sont en petit nombre; il ne s'est agi que de 12 millions, soit la moitié plus qu'en 1931. Par contre, de nombreux emprunts étrangers ont été émis en Suisse. Il est vrai qu'il s'agissait presque exclusivement de débiteurs de premier rang ainsi que de pays sûrs (France, Belgique) et les émissions furent faites en automne, alors que la crise du crédit avait dépassé son point culminant. C'est de cette manière que 145 millions de francs furent exportés

à l'étranger (en 1931, 103 millions). Il est vrai qu'une partie de ces emprunts étaient souscrits par des capitaux étrangers en fuite. Le marché du capital suisse a été mis à contribution en tout pour 478 millions de francs, 170 millions de moins que l'année précédente.

La courbe des cours des actions a subi une fois encore une rapide dégringolade.

	Index total du cours des actions	Index des actions indus- trielles		Index total du cours des actions	Index des actions indus- trielles
1921	82,1	98	1927	182,9	201,2
1922	79,2	89	1928	208,3	247,1
1923	95,0	109	1929	196,8	235,7
1924	119,1	123,6	1930	182,9	214,5
1925	133,7	138,4	1931	146,0	166,8
1926	155,1	166,8	1932	100,2	123,7

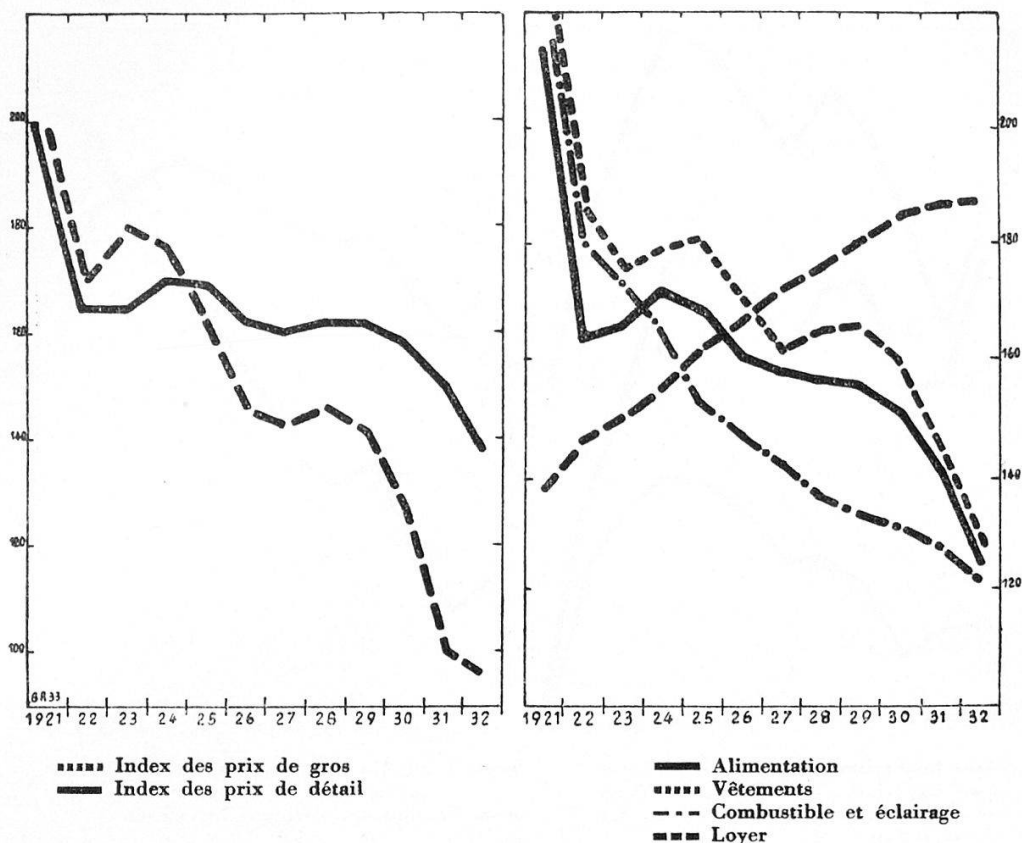
Pour la moyenne annuelle, la valeur nominale des actions a été atteinte, ce qui, comparé aux années 1928/1929 représente une moins-value de 50 % en chiffres ronds. Le niveau le plus bas atteint en 1932 est cependant beaucoup plus haut que lors de la dernière crise, alors que l'index 3 ans durant, de 1921 à 1923, était en dessous de la valeur nominale pour la moyenne annuelle.

Dans le commerce de gros, les prix ont reculé de 14 points ou de 13 %, dans le commerce de détail de 12 points ou de 8 %. La baisse dans le commerce de détail doit être attribuée à une réduction des prix de l'alimentation et des vêtements et à un léger recul des prix du combustible et de l'éclairage. Les loyers se sont maintenus dans leur isolement élevé et ont empêché que l'index ne recule. Voici les chiffres pour la moyenne annuelle:

	Index du commerce de gros	Index total	Index du coût de la vie Juin 1914 = 100			Loyer
			Alimentation	Vêtements	Combustible et éclairage	
1921	197	200	213	232	213	138
1922	168	164	163	186	181	146
1923	180	164	165	176	173	150
1924	176	169	172	179	165	155
1925	163	168	169	181	153	162
1926	145	162	160	172	146	166
1927	142	160	158	162	142	172
1928	145	161	157	166	137	176
1929	141	161	156	167	134	180
1930	126	158	152	160	132	184
1931	110	150	141	145	128	186
1932	96	138	125	128	122	187

Dans la production on constate un fort contraste entre le recul catastrophique des industries d'exportation et la conjoncture assez satisfaisante dans les industries indigènes. L'activité dans le bâti-

Prix de gros et de détail

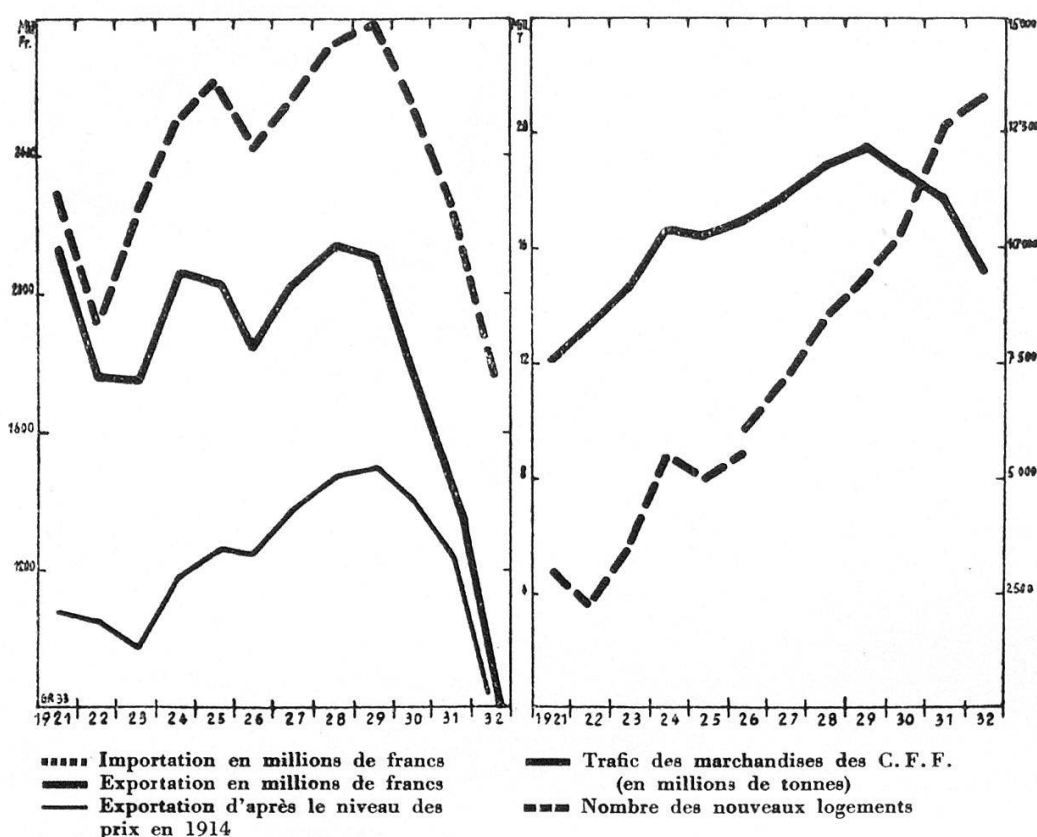


ment a même dépassé celle de 1931 que l'on considérait pourtant comme un record puisqu'en 1932 la production des logements est de 5 % supérieure à celle de 1931. Ces 13,000 nouveaux logements (ces chiffres concernent uniquement les 31 communes les plus importantes) trompent cependant sur la situation réelle du marché du bâtiment, car il s'agit en partie de constructions qui avaient déjà été mises en chantier l'année précédente et qui ont été terminées en 1932; vers la fin de l'année l'industrie du bâtiment a subi une forte dépression.

Le trafic des marchandises a, comparé à l'année précédente, perdu 14 % au point de vue de la quantité. Comparé à la meilleure année du trafic qui fut 1929, il a diminué de 4,3 millions ou de 22 %. La diminution du commerce extérieur et du trafic en transit y ont contribué en première ligne, tandis que le trafic intérieur s'est assez bien maintenu.

Le rendement brut de l'agriculture a sensiblement diminué par suite de baisses répétées du prix du lait, qui réduisirent le prix de production de 3 à 4 cts., ainsi que la baisse des prix du bétail. Il est surprenant que la culture des céréales ne représente que le 4 % du rendement total de l'agriculture, lors même que la Confédération ait versé plus de 25 millions pour son développement.

Commerce extérieur, trafic des marchandises, activité du bâtiment



	Importation en millions de fr.	Exportation en millions de fr.	Exportation d'après le niveau des prix de 1914, en millions de francs	Trafic des marchan- dises des C. F. F. en millions de tonnes	Nombre des logements terminés dans 31 villes	Rendement brut de l'agriculture en millions de francs
1921	2296	2140	1089	12,0	2,971*	2001
1922	1914	1762	1050	13,3	2,344*	1413
1923	2243	1760	978	14,7	3,663*	1475
1924	2504	2070	1178	16,6	5,458*	1504
1925	2633	2039	1251	16,4	5,029*	1524
1926	2415	1837	1239	16,8	6,082	1431
1927	2564	2023	1373	17,8	7,203	1401
1928	2744	2134	1472	19,0	8,500	1466
1929	2784	2105	1492	19,6	9,330	1479
1930	2568	1763	1399	18,6	10,294	1371
1931	2251	1349	1226	17,8	12,681	1403
1932	1763	801	834	15,3	13,230	1282

* Autre calcul pour 26 villes.

Comme l'année précédente, c'est le marché extérieur qui a eu le plus à souffrir de la crise. Comparée à celle de 1931, l'importation a diminué de 500 millions de francs en chiffres ronds, ou de 22 %. Depuis le niveau maximum atteint en 1929 on a constaté une baisse de 36 %. L'exportation a diminué de 550 millions de francs, ce qui sur le montant déjà très bas de l'année précédente représente encore le 40 %. Depuis 1928, époque à la-

quelle l'exportation atteignait son point culminant au point de vue valeur, elle a diminué de 1333 millions de francs, ou de 62 %. Ce sont là des chiffres de valeur qui permettent de se rendre compte de la baisse des prix. Au point de vue quantité, l'importation a très peu diminué, même pas du tout, tandis que pour l'exportation la perte est beaucoup plus sensible que le recul des prix.

Le solde passif du bilan commercial, qui s'élève à 962 millions en 1932 (902 millions l'année précédente), donne lieu constamment à des commentaires dans la presse quotidienne de la part de soit-disant experts. Dernièrement un article de la presse moyenne déclarait que la Suisse possède une fortune nationale de 20 milliards de francs (en réalité, il y a pour le moins 50 milliards), qui suffira encore quelque temps à couvrir le déficit du bilan commercial.

Cependant, même la presse, qui devrait être mieux renseignée, déclare sans cesse que notre peuple vit de la substance. Il n'est pas question de cela. Le peuple suisse n'est certainement pas plus « dépensier » que chaque citoyen pris individuellement et il ne « mangera » pas sa fortune. Il est vrai que ces dernières années on a utilisé une plus grande partie du revenu de l'économie publique qu'autrefois, revenu qui grâce au maintien des salaires et à l'excellent degré d'occupation de l'industrie indigène a été assez important jusqu'à ces derniers temps à l'achat de marchandises étrangères, ce qui est regrettable et fait contre lequel il y aura lieu de sévir. D'un autre côté, il faut tenir compte du fait qu'actuellement en temps de crise la Suisse doit importer beaucoup plus de marchandises qu'elle n'en exporte; car les banques suisses exigent de forts intérêts de l'étranger pour leur prix et exigent le plus possible de leurs capitaux. Mais comment, par exemple, l'Allemagne qui ne possède plus d'or, peut-elle payer autrement que sous la forme d'une exportation de marchandises? Il serait bon de cesser de répandre cette légende de l'appauvrissement de notre pays, surtout de la part d'une certaine presse qui se targue d'être rédigée par des personnes très à la hauteur en matière d'économie politique.

Voici les chiffres d'exportation des branches d'industries pour toute l'année:

1931 1932 en millions de fr.		1931 1932 en millions de fr.	
Fil de coton	24,3 11,6	Chaussures	29,6 12,9
Toile de coton	61,4 39,0	Aluminium	32,2 14,3
Broderies	52,4 23,0	Machines	150,4 86,9
Chappe	17,6 7,7	Montres	124,9 73,0
Soieries	96,6 34,5	Instruments et appareils .	50,1 29,3
Rubans de soie	11,3 7,0	Drogues et prod. pharm.	45,2 34,1
Lainage	34,1 19,4	Couleurs dér. du goudron	67,5 55,4
Bonneterie	17,5 6,5	Chocolat	18,7 2,5
Soie artificielle	38,3 23,1	Lait condensé	28,0 12,8
Vannerie	36,9 24,4	Fromage	73,5 49,3

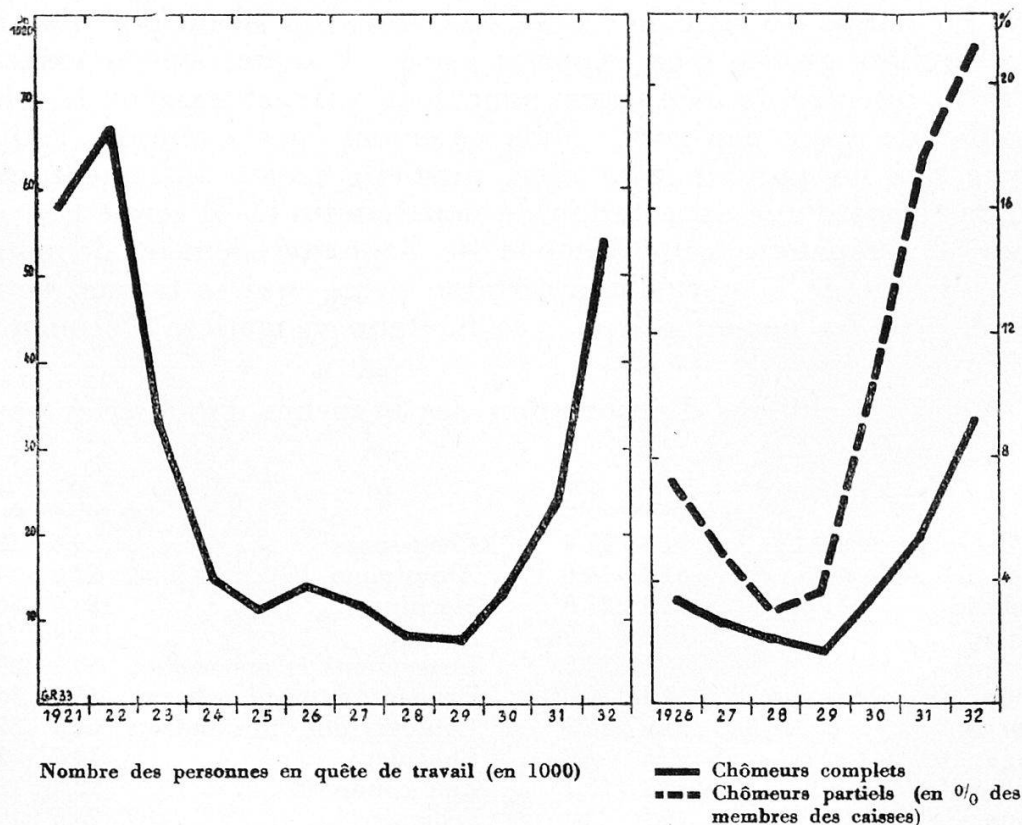
L'exportation du chocolat s'est complètement effondrée. La somme d'exportation atteint encore le 13 % de celle de l'année précédente. Nestlé verse cependant encore du 16 % de dividende, mais il produit à l'étranger où le prix du lait n'atteint pas la moitié de ce qu'il coûte en Suisse. On a exporté pour 34 millions de soieries, alors qu'il y a deux ans encore, on en exportait pour 14 millions. Il en est de même avec les autres branches de l'industrie textile. Ce sont les couleurs dont on exporte encore le plus, la somme d'exportation figure au troisième rang après celle des machines et des montres. L'exportation de drogues et de fromages s'est encore assez bien maintenue.

Le chômage a été en moyenne pour l'année:

	Nombre des personnes en quête de travail		Nombre des personnes en quête de travail	Sur 100 membres des caisses de chômage il y avait:	
				chômeurs complets	chômeurs partiels
1920	6,522	1926	14,118	3,4	3,9
1921	58,466	1927	11,824	2,65	2,0
1922	66,995	1928	8,380	2,05	1,05
1923	32,605	1929	8,131	1,85	1,75
1924	14,692	1930	12,881	3,4	7,2
1925	11,090	1931	24,208	5,5	12,2
		1932	54,366	9,2*	11,9*

* Provisoirement.

Chômage



54,000 chômeurs complets pendant toute l'année. Cela fait deux fois plus que l'année précédente, quatre fois plus qu'en 1930 et sept fois plus qu'en 1929. La moyenne de l'année de crise de 1921 est à peu près atteinte; il y a un chômeur sur 10 salariés, sur 5, si l'on compte les chômeurs partiels, et cela pour la moyenne annuelle. D'après notre évaluation il y a eu pour le moins 25 millions de journées de travail perdues en 1932 par suite de la crise. La perte de salaire représente environ un quart de milliard. Le dommage causé ainsi à toute l'économie publique fait à peu près un demi-milliard. Il n'est pas question de cela dans la presse, qui ces derniers jours dénigrait la statistique des grèves élaborée par l'Office fédéral, parce que des ouvriers ont employé ce moyen pour défendre leur existence, moyen qu'emploie journellement le capital lorsqu'il ne trouve pas suffisamment de rentes. On fait grand bruit parce que 159,000 journées de travail ont été perdues par là, mais lorsque la perte est 160 fois plus importante, on n'en parle pas au lecteur, parce que les ouvriers et les employés n'en sont pas responsables, mais bien ceux qui soutiennent une économie aussi fantaisiste.

Et pour terminer, encore une question: Quand verrons-nous la fin de cette politique économique insensée? Quand les chômeurs trouveront-ils de nouveau du travail et quand pourront-ils enfin couvrir leurs besoins? Nous avons déjà souvent exprimé l'opinion qu'après la crise suivra une période de dépression qui permettra bien ici ou là le relèvement de la conjoncture. Suivant les indices des derniers 6 mois, cette période de dépression a déjà fait son apparition, et l'on peut s'attendre par la suite à une lente consolidation pour autant que la politique ne déchaîne pas entretiens d'autres perturbations d'importance.

La Suisse est entrée dans une période critique. Elle ne pourra pas éviter une aggravation de la crise; car il ne faut pas s'attendre ces temps prochains à une détente de quelque importance dans les industries d'exportation. L'importance de cette aggravation dépend surtout de la politique économique. Elle pourra être maintenue dans des limites raisonnables si on met fin à la politique de baisse des salaires et si l'Etat prend des mesures efficaces pour lutter contre le chômage. Le Conseil fédéral semble vouloir s'entêter à suivre à la lettre le programme de baisse préconisé par M. Musy. Seule une votation populaire pourra l'en empêcher. Le referendum contre la baisse des salaires du personnel fédéral sera la première lutte électorale sur le terrain de la politique de crise; elle est de ce fait très importante au point de vue de la conjoncture politique. Elle ne décidera pas seulement des conditions d'existence des fonctionnaires fédéraux et indirectement de tous les salariés, mais c'est d'elle que dépendra le cours de la crise dans l'industrie indigène, elle l'enrayera ou l'aggravera.